

Proposition portant sur la définition, la répartition et les modalités de gestion du quota de capture d'anguilles de moins de 12 cm pour la campagne de pêche 2023-2024

Proposition du Comité Socioéconomique "Quota Civelle" (CSE)
Paris, le 6 septembre 2023

Eléments du contexte

Le règlement communautaire (CE) n°1100/2007 du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguille européenne, impose d'élaborer un plan de gestion pour chaque bassin hydrographique constituant un habitat naturel historique pour cette espèce amphihaline. De plus, il prévoit que les Etats Membres autorisant la pêche de l'anguille de moins de 12 cm (civelle) à compter d'août 2013, réservent 60 % des captures issues de cette activité pour le repeuplement des eaux intérieures européennes.

Le plan français de gestion de l'anguille (PGA), approuvé par la Commission Européenne le 16 février 2010, prévoit d'agir sur l'ensemble des causes de mortalités de l'anguille et fixe notamment un objectif de réduction de la mortalité par pêche de la civelle de 60 % par rapport à une période de référence 2003-2008. La pêche de la civelle fait l'objet d'un encadrement par quota de capture dont le niveau et les modalités de mise en œuvre sont établis sur la base des préconisations d'un comité scientifique (CS) en charge de formuler un avis relatif à l'état du stock d'anguille et des propositions de gestion du quota, d'une part, et d'un comité socioéconomique (CSE) appelé à examiner les propositions du CS et à émettre un avis relatif à leurs conséquences socioéconomiques, d'autre part.

Par courrier en date du 31 juillet 2023, le Directeur de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) et le Directeur Général des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA) ont sollicité les acteurs socio-économiques (pêcheurs, mareyeurs ...) afin de recueillir :

- un avis sur le rapport 2023 du comité scientifique ;
- les observations réalisées pendant la campagne de pêche précédente, notamment en ce qui concerne le recrutement de civelles ;
- les éléments dont ils disposent sur les perspectives des marchés de la civelle pour la ou les saisons de pêche à venir ;
- leurs propositions éventuelles relatives au niveau de quotas.

Organisé conjointement par le CNPMM et le CONAPPED, le CSE s'est réuni le 5 septembre 2023 pour répondre aux sollicitations de la saisine ministérielle. La liste des participants à cette réunion est présentée en **Annexe**.

1. Analyse critique de la proposition scientifique par le CSE

Le courrier ministériel du 8 juin 2023 appelle le CS à contribuer à la préparation de la campagne 2023-2024 de pêche à la civelle, d'apprécier et d'estimer, pour le 13 juillet 2023 :

- la réduction du taux d'exploitation obtenue pendant la saison 2021-2022 par rapport à une période de référence ;
- la quantité de civelles susceptible d'être prélevée dans le milieu naturel de manière à atteindre l'objectif de 60 % de réduction de la mortalité pour la saison 2023-2024, par rapport à la période de référence, avec une probabilité de 25%, 50% et 75% ;
- le ressenti des pêcheurs professionnels sur le déroulé de la campagne de pêche 2022-2023, évalué à partir du questionnaire relatif au niveau de recrutement observé dont le CNPMM assure la transmission¹.

La saisine confirme les choix méthodologiques des années précédentes et l'approche basée sur les taux d'exploitation suivis par le CS ainsi que l'utilisation de la série des captures réalisée par le CIEM.

La méthode d'évaluation du quota national suivie par le CS pour établir ses propositions pour la campagne 2023-2024 est identique en tout point à celle utilisée les années précédentes. Elle s'appuie sur la combinaison d'indices de taux d'exploitation et d'indices de recrutement estimés pour la saison à venir par rapport à ceux de la période de référence (campagnes 2003-2004 à 2007-2008).

A nouveau cette année, le ressenti des professionnels maritimes et fluviaux a été pris en compte dans l'estimation du niveau de recrutement de la campagne 2022-2023. **Les professionnels se réjouissent de participer aux travaux scientifiques et réitèrent leur souhait de pouvoir contribuer à la constitution de cet avis. Cependant, malgré les retours positifs des professionnels sur le recrutement observé lors de la campagne précédente (74% des professionnels interrogés ont observé un recrutement supérieur ou très supérieur), le CS se contente de conclure que le recrutement est du même ordre de grandeur que l'an dernier.**

Le CSE souhaite réitérer ses remarques et commentaires précédents sur la méthodologie développée par le CS :

1. L'utilisation d'un modèle M1, trop pessimiste, ne correspond plus aux réalités de terrain telles que constatées par le CIEM et les professionnels depuis 2012 ;
2. La méthodologie ne permet pas d'estimer la diminution de l'effort de pêche sur le taux d'exploitation depuis la période de référence ;
3. L'absence de différenciation de la destination des civelles : la consommation et le repeuplement sont actuellement intégrés au même titre dans le calcul du taux d'exploitation ;
4. L'absence de séries représentatives issues de la pêcherie professionnelle française (CPUE) pour l'établissement du diagnostic et l'estimation du recrutement par le CIEM ;
5. L'absence d'utilisation d'autres indicateurs de continuité écologique ou de composantes sociales et économiques dans l'analyse.

¹ <https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/Questionnaire-campagne-civelle-2022-2023.pdf>

Défundues par la profession depuis plusieurs années, ces remarques n'ont pas été prises en compte dans la révision de la méthodologie suivie par le CS.

1.1. Un modèle M1 qui ne correspond plus aux observations à celles du terrain

Pour évaluer l'indice de recrutement de la saison 2023-2024, le CS utilise deux modèles de prédiction : un modèle à tendance exponentielle décroissante de recrutement (M1) et un modèle alternatif à deux tendances d'évolution (M2).

M1 est un modèle à tendance exponentielle décroissante, qui tend inexorablement dans le temps vers un recrutement nul. Il n'est pas adapté à une situation réelle d'augmentation ni même de stabilisation du recrutement. L'utilisation de M1 revient à considérer que l'ensemble des mesures de gestion mises en œuvre depuis plus de 10 ans ont été inutiles et sans effet sur le stock. Ce modèle est inapproprié pour estimer les quotas au vu des observations des pêcheurs depuis quelques années. La valeur du recrutement de la série du WGEEL pour la campagne 2021-2022 ainsi que l'indice de recrutement estimé par le CS pour la campagne 2022-2023, supérieur à celui 3 campagnes précédentes (2019-2022), tendent à confirmer cet avis.

Le CS a précédemment indiqué qu'un travail de construction d'un nouveau modèle intégrant les deux existants (M1 et M2) était engagé. Depuis cette annonce, aucune information nouvelle n'est cependant disponible sur l'avancée de ce travail.

Pour le CSE, la tendance décroissante du modèle M1 ne reflète pas les constats de terrain des professionnels. Comme indiqué lors du CSE de 2022, le CSE souhaiterait être associé aux travaux menés par le CS sur la constitution d'un modèle hybride entre le M1 et le M2.

1.2. Nécessité d'intégrer à l'analyse les principaux facteurs de diminution de l'effort de pêche

A ce jour, la méthodologie utilisée par le CS ne permet pas d'estimer avec précision l'effet de la réduction de l'effort de pêche sur le taux d'exploitation, depuis la mise en place du PGA. Ainsi, le CS considère deux hypothèses extrêmes :

- soit que la diminution du nombre de pêcheurs entraîne une diminution équivalente du taux d'exploitation,
- soit que cette diminution n'a pas de conséquences sur le taux d'exploitation. Le CSE note également que la diminution du nombre de pêcheurs avancée par le CS dans son rapport (-57%) est moindre que l'évolution réelle du nombre de licences attribuées entre 2006 et 2023 (-59,3%, Figure 1).

Le CS estime que « *la réalité se situe sans doute entre ces deux hypothèses extrêmes puisqu'en général, les plans de sortie de flotte concernent en premier les pêcheurs les plus fragilisés et qui ont les captures les plus faibles* ». La profession ne partage pas cette supposition sans fondement scientifique, l'accès au dispositif et le montant de l'indemnité étant basés sur les données individuelles de production des pêcheurs sur les années antérieures. Le suivi socio-économique des entreprises bénéficiaires montre au contraire que les plans de sortie de flotte ont principalement concerné des pêcheurs à forte productivité et travaillant à temps plein. L'activité de pêche a parfois disparu de certains cours d'eau depuis la période de référence.

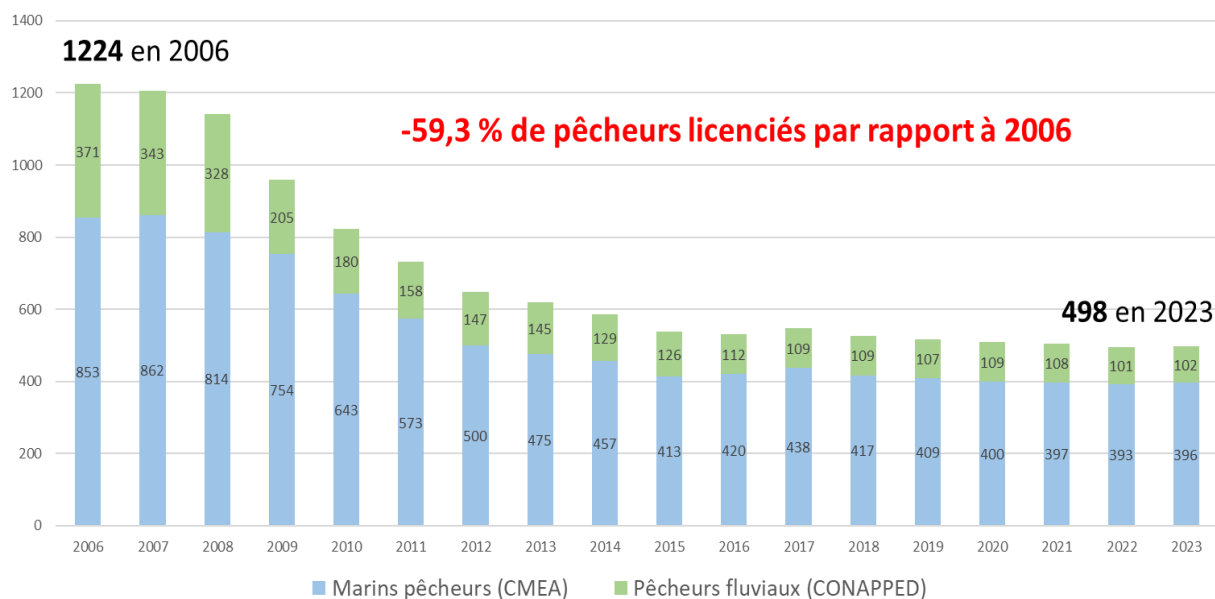


Figure 1. Evolution du nombre de pêcheurs professionnels de civelles (maritimes et fluviaux) de 2006 à 2023.

De plus, le CS ne prend pas en compte les autres facteurs socio-économiques ayant contraint l'effort de pêche et le taux d'exploitation depuis la fin de la période de référence :

- Limites et précautions de gestion des 26 sous-quotas officiels ;
- Limites individuelles de capture, mises en place dans la majorité des UGA ;
- Contraintes de calendrier, niveaux de la demande et variabilité des prix surtout pour les marchés du repeuplement européen ;
- Techniques de pêche spécifiques et adaptés à la zone de pêche : dans le cas des rivières et bassins où les pêcheurs utilisent le tamis poussé, la réduction des effectifs de pêcheurs (et donc du nombre d'engins de pêche utilisés) entraîne une diminution de la capacité de filtration qui constitue pour cette pêcherie une mesure directe de l'effort effectif.

Pour ces raisons, le CSE considère que le calcul du taux d'exploitation, tel qu'il est exprimé dans l'avis du CS ne reflète pas complètement l'évolution et la réalité de la pêcherie. Il ne prend pas en compte l'entière des réductions et contraintes ayant contribué à réduire l'effort de pêche depuis la mise en place du PGA.

1.3. Absence de considération de la finalité des captures (repeuplement dans le calcul du taux d'exploitation)

Jusqu'en 2008, l'intégralité ou presque des captures de civelles étaient destinées aux marchés de la consommation ou avaient d'autres finalités que la reconstitution du stock.

Depuis 2013, 60 % des possibilités de pêche professionnelles sont destinées à des opérations de repeuplement (Figure 2), c'est-à-dire à une remise à l'eau des civelles dans le milieu naturel. Ces captures contribuent à la reconstitution du stock d'anguille.

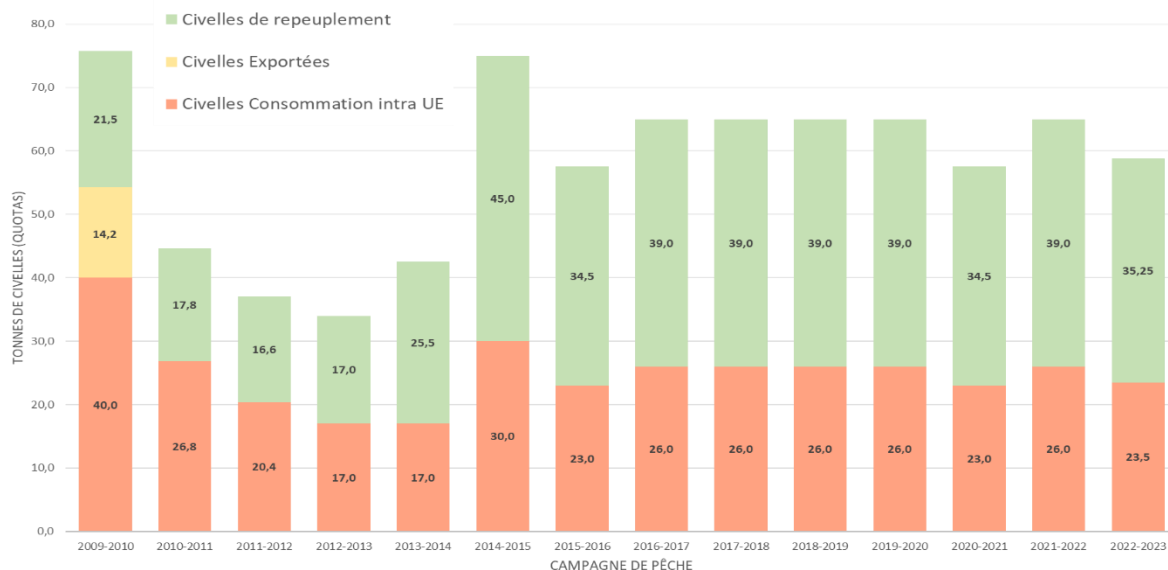


Figure 2. Evolution des possibilités de pêche de civelles et de sa destination de 2009 à 2023. La consommation correspond à la production hors repeuplement défini par le règlement (CE) n°1100/2007 et inclus l'exportation hors UE jusqu'en 2010.

Le calcul du taux d'exploitation ne devrait tenir compte que des captures destinées à la consommation (soit 40 % des possibilités de pêche). Le calcul du taux d'exploitation pour l'année 2021-2022 se situe en réalité bien en dessous du niveau de 48 % tel que mentionné dans l'avis du CS, et plus exactement à 21% (Figure 3).

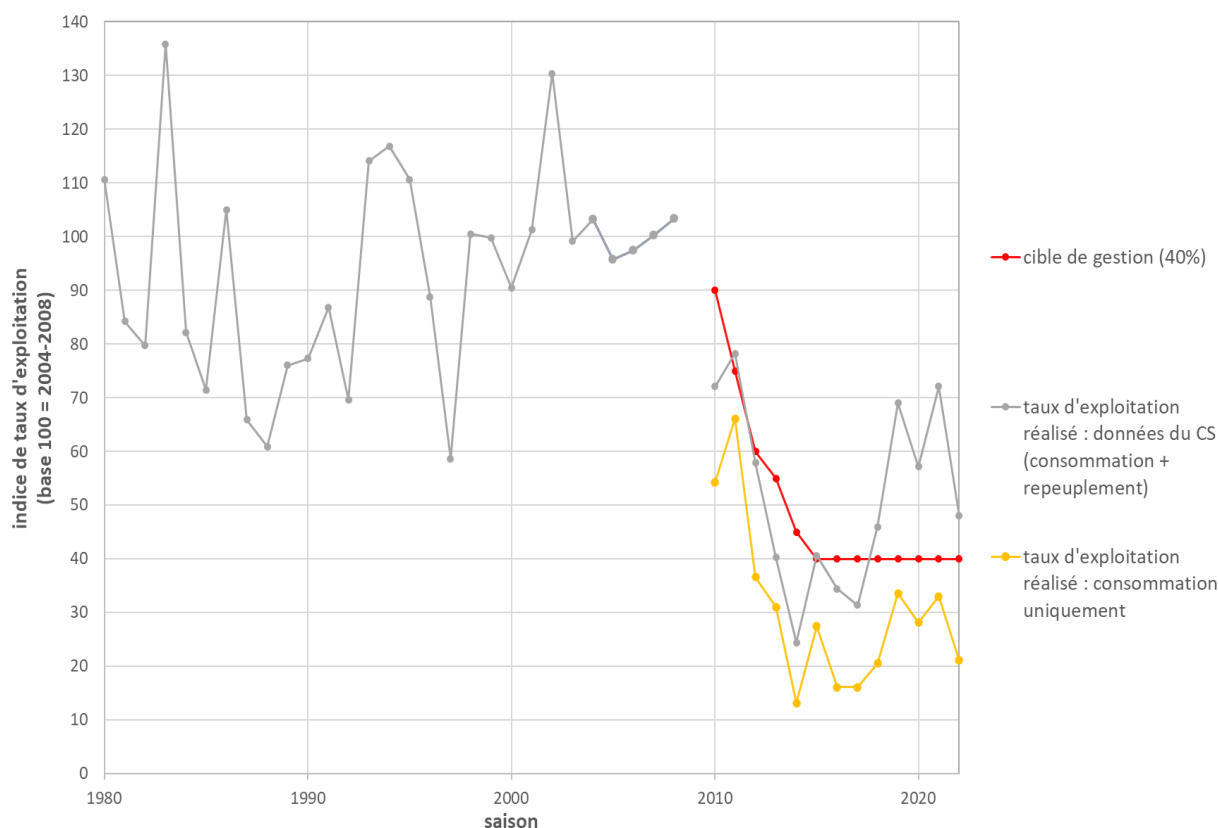


Figure 3. Evolution de l'indice du taux d'exploitation entre 1980 et 2022 tel que calculé par le CS (en gris) et ne tenant compte que des captures destinées à la consommation (en jaune).

Le repeuplement français est l'un des plus aboutis et des mieux organisés au niveau européen. Chaque année, ce sont au minimum 5 % de la production de la pêcherie qui sont alevinés dans les cours d'eau français. En 2021, le programme français a concerné quelque 3 437 kilos

de civelles, soit près de 11,5 millions² d'individus. La mise en œuvre de ce dispositif est, depuis son origine, portée exclusivement par les pêcheurs professionnels. Le CSE tient également à souligner que la profession participe au financement de ce repeuplement via leurs cotisations à ARA France, et ce alors même que cette mesure est une mesure compensatoire des facteurs de mortalité autres que la pêche, et qu'elle n'est pas financée par les principaux responsables de la dégradation de la continuité écologique.

Différentes études et analyses techniques et scientifiques font la démonstration de l'efficacité du repeuplement sur l'augmentation des populations d'anguilles jaunes (Desprez et al, 2013³ ; Feunteun et al., 2023⁴).

Ainsi, de par ces premiers résultats et compte-tenu de l'encadrement particulièrement strict du dispositif, le repeuplement ne peut se concevoir et être considéré comme de simples prélèvements de civelles dans le milieu, au même titre que celles destinées à la consommation. Les captures destinées au repeuplement français et européen ne devraient pas être incluses au calcul du taux d'exploitation. La profession considère que le calcul d'un taux d'exploitation doit reposer sur les seules captures destinées à la consommation.

De plus, depuis la mise en place du PGA, les marchés du repeuplement demeurent bien moins rémunérateurs que les marchés de la consommation, accusant une différence moyenne d'environ 150 €/Kg sur les années récentes (en attente des chiffres de la campagne 2022-2023). Ces différences de prix de vente ont un impact économique important sur la profession (Figure 4).

Le CSE propose qu'un GT conjoint soit constitué de façon à étudier ce point et faire évoluer la méthode de calcul du taux d'exploitation.

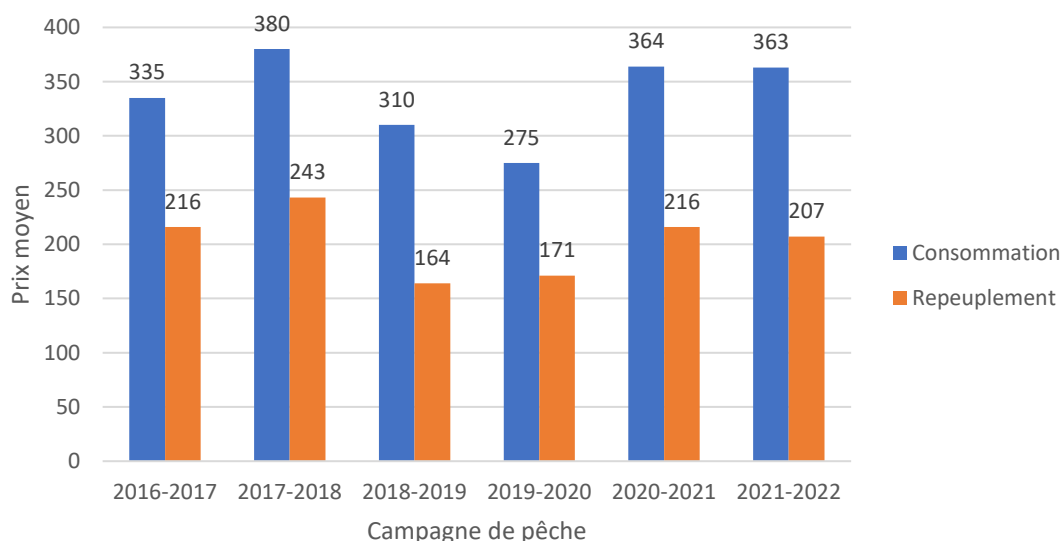


Figure 4. Evolution des prix moyens en fonction de la destination des civelles (données issues de FranceAgriMer).

1.4. Absence de séries de données issues de la pêcherie professionnelle française

² Source : ARA France, bilan de la campagne de repeuplement 2021.

³ Desprez, M., Crivelli, A.J., Lebel, I., Massez, G. and Gimenez, O. (2013) Demographic assessment of a stocking experiment in European Eels. Ecology of Freshwater Fish 22, 412–420.

⁴ Feunteun E., Serranito B., Le Peru Y., 2023. Etude ADRAF : Analyse des Données de 10 années de Repeuplement Anguille en France - 2011 / 2021. 49p.

Depuis la mise en place des quotas, plus aucune série de données issues des professionnels français n'est utilisée dans la constitution de l'avis scientifique. Le CSE rappelle pourtant que l'arc atlantique et plus largement la zone centrale de répartition de l'anguille est la plus irriguée par les flux de civelle, soit la zone sur laquelle les tendances d'évolution du recrutement sont les plus précoces à se manifester. Il rappelle également que la pêcherie française est la plus grande pourvoyeuse de civelles sur la façade Atlantique.

Le CSE alerte également sur certaines séries de données « passives », qui ne reflètent pas toujours les observations de terrain que ce soit en raison de problèmes techniques impactant le fonctionnement des passes, ou de contraintes humaines sur les opérations de comptage comme le covid 19. La profession tient à préciser que l'absence de captures sur une zone ou une période donnée ne signifie pas que les civelles ne sont pas présentes, les conditions climatiques et l'évolution du milieu influent naturellement sur la capacité et le résultat de la pêche.

Le CSE demande qu'une nouvelle série de données issue de la pêcherie civelière française puissent être utilisées dans l'évaluation du stock d'anguille par le CIEM.

1.5 L'absence d'utilisation d'autres indicateurs de continuité écologique ou de composantes sociales et économiques dans l'analyse.

Le CSE souhaiterait que l'analyse puisse en complément s'appuyer sur d'autres indicateurs tels que le recrutement fluvial par le suivi du front de remontée des anguillettes (Adam et al., 2008⁵). La profession a mis en place pour la campagne 2021-2022, une expérience pilote de déclaration volontaire des captures accidentelles d'anguillettes sur les fiches de pêche. Les premiers résultats sont en cours de consolidation.

Le CSE souhaite également que des composantes sociales et économiques soient intégrées à l'analyse afin d'évaluer l'impact des propositions du CS sur la profession et de mettre en avant le développement durable de la filière civelière française.

Selon la méthode employée lors des années précédentes, le quota déterminé pour les marchés de la consommation correspond à la proposition de quota du CS permettant, d'après le modèle 1 avec une probabilité de 75%, de diminuer la mortalité de 60% par rapport à la période de référence. Le CS préconise de fixer ce quota 2023-2024 à un niveau plus important que celui de ses deux avis précédents. Ce quota consommation est estimé à 38,8 tonnes pour la campagne 2023-2024 et correspond à un quota total (consommation + repeuplement) de 97 tonnes.

2. Recrutement estuarien de civelles 2022-2023

Un questionnaire a été distribué à l'ensemble des professionnels fluviaux et maritimes pour recueillir leur avis sur le déroulement de la campagne de pêche 2022-2023⁶, répondant ainsi à la volonté des professionnels de s'inscrire dans un partenariat scientifique-pêcheur.

La grande majorité (74%) des pêcheurs ont observés pour la campagne 2022-2023 par rapport à la précédente, un recrutement supérieur ou très supérieur. Le CS a cependant estimé le

⁵ G., Adam & Feunteun, E. & Prouzet, P. & Rigaud, Camille. (2008). L'anguille européenne. Indicateurs d'abondance et de colonisation.

⁶ <https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/Questionnaire-campagne-civelle-2022-2023.pdf>

niveau du recrutement pour la campagne 2022-2023 du même ordre de grandeur que celui de la campagne précédente.

Le questionnaire incluait également des questions sur les conditions hydro-climatiques rencontrées pendant la campagne 2022-2023, l'évaluation du niveau de recrutement depuis la mise en place du PGA, ainsi que l'appréciation par les professionnels des marchés de la consommation et du repeuplement.

Le CSE regrette que les propositions du CS en termes de recrutement pour 2022-2023 ne tiennent pas davantage compte du résultat du sondage réalisé auprès des professionnels. Pour autant, les valeurs d'indice de recrutement estimées par le CS pour la campagne 2022-2023 correspondent à un recrutement supérieur à celui de la campagne 2021-2022 et des quelques années antérieures.

3. Perspectives des marchés de la civelle pour la campagne 2023-2024

3.1 Évaluation des marchés de la civelle pour la campagne 2023-2024

Les perspectives de première vente de civelles pourraient être pénalisées pour la campagne 2023-2024 par le retrait de la filière française de l'une des entreprises de mareyage, écoulant une part importante des civelles pêchées en France. Malgré cela, selon l'avis des autres mareyeurs actifs de la filière, les perspectives de marché pour la campagne 2023-2024, tout particulièrement du marché de la consommation, sont en capacité d'absorber une production équivalente à celle des années récentes.

Cependant, la réduction de la durée des périodes de pêche imposées par le règlement (UE) n°2023/194 du 30 janvier 2023⁷ au sein des différentes UGA pour la saison 2023-2024 risque de perturber les équilibres existants et causer un afflux important de civelles en milieu de saison (janvier – février). Cela pourrait influencer à la baisse les prix de première vente des civelles et rendre incertaines les possibilités d'écoulement de l'intégralité des quotas de repeuplement en particulier. Le CSE souhaite que, dans ces circonstances, une modification de la clé de répartition du quota total par marché de destination (consommation vs repeuplement) puisse intervenir, en application du règlement (UE) n°2023/194.

Le CSE estime que les perspectives de marché sont bonnes et inchangées pour la campagne 2023-2024 pour les captures affectées au quota de consommation. Des incertitudes demeurent sur la capacité à écouler les captures de repeuplement dans de meilleures conditions que les années précédentes, en raison notamment des nouvelles contraintes liées à la réglementation et des évolutions au sein de la filière française de production.

3.2 Une ouverture des marchés à l'export hors UE nécessaire pour pallier aux manquements et à l'instabilité des marchés du repeuplement européens

Le CSE rappelle que les débouchés de l'essentiel de la production française, soit de la majorité de la production européenne, se situent hors du territoire national. La filière française est dépendante directement des conditions que les acheteurs communautaires lui imposent. Pour le repeuplement, la demande est limitée aux engagements et commandes pris par les Etats Membres.

Depuis plusieurs années, le prix de la civelle destinée aux marchés de consommation sur le marché européen fluctue autour de 350 €/Kg. En parallèle et de façon indépendante, la pêche illégale de la civelle s'est progressivement développée suite à l'interdiction d'export vers le marché asiatique en 2010. Depuis lors, la filière civelière française s'en trouve très fortement

⁷ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32023R0194>

affectée sur le plan social (perte de plus de la moitié des pêcheurs et des mareyeurs) et au plan économique (la valeur de la pêcherie civelière en France est passée de 35 millions d'euros en 2007 à 15 millions d'euros en 2022).

La réouverture d'un marché à l'export hors de l'UE pour un volume inclus **dans le quota de consommation** est nécessaire. Pour rappel, depuis 2011, les États membres de l'UE pêchant de l'anguille dans leurs eaux estuariennes et continentales n'exportent plus cette espèce en dehors du territoire de l'UE. Cette interdiction est souvent présentée par les médias et par de nombreux services gestionnaires comme une conséquence de l'appartenance de l'anguille européenne à la liste de l'Annexe II du Règlement CITES N° 338/97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce. Or, la lecture de l'Article 5 du Règlement indique que le transport international de l'espèce est autorisé sous réserve que :

- 1 – Le commerce n'ait pas d'effet préjudiciable sur l'espèce à l'état sauvage ;
- 2 – Le spécimen a été acquis légalement ;
- 3 – Le transport du spécimen à l'état sauvage est correctement effectué ;
- 4 – L'importateur dispose des installations appropriées pour recevoir et conserver vivant le spécimen.

Pourtant, les conditions inscrites à l'Article 5 sont respectées puisque la civelle est déjà commercialisée, la pêcherie française est légale et strictement encadrée, et les mareyeurs français disposent de toute l'expertise nécessaire pour garantir que le transport des civelles est correctement effectué. De plus, l'ouverture d'un quota à l'export serait déduit du quota consommation, qui est strictement encadré et limitant, et n'augmentera pas l'effort de pêche. En effet, que la civelle soit destinée à un marché de consommation intra-communautaire ou asiatique n'impacte en rien sa contribution à la reconstitution du stock, puisqu'elle sera consommée dans tous les cas. De plus, la filière civelière dispose de tous les éléments nécessaires pour la mise en place de certificats d'export grâce aux mécanismes de traçabilité déjà mis en place : télédéclaration, fiches de pêche, fiches de vente.

Enfin, la profession se propose de réserver une partie des bénéfices dégagés par l'ouverture de ce quota d'export pour le financement d'opérations de repeuplement supplémentaires et pour la conduite d'études visant à l'amélioration des connaissances du stock d'anguille.

Le CSE réitère donc sa demande d'ouverture d'un quota d'export déduit du quota consommation vers les marchés asiatiques, en considérant les éléments suivants :

- **la pêche civelière est légale et strictement encadrée par le Règlement Anguille et le PGA ;**
- **la pêche civelière est exercée par des pêcheurs professionnels licenciés et contingentés ;**
- **l'ouverture d'un quota d'export sur le quota consommation bénéficierait à la filière de pêche professionnelle et permettrait de restreindre le braconnage à destination des filières illégales ;**
- **la traçabilité est complète sur la filière civelière, de la première capture au transport jusqu'au mareyage ;**
- **l'export ne se fait pas au détriment de la reconstitution de l'espèce puisque sur un plan strictement biologique, les civelles seront destinées à la consommation que ce soient pour des élevages européens ou asiatiques, le résultat est le même : aucune anguille ne retournera dans son milieu naturel ;**
- **l'export se ferait dans la limite d'une part du quota de consommation.**

4 Contribution et propositions du Comité socioéconomique

4.1 Rappel des éléments de contexte

Un avis du CS 2023 significativement en hausse par rapport aux avis précédents

En utilisant la méthodologie utilisée les années passées pour la définition des quotas de civelles pour les campagnes à venir, et en se basant sur les estimations de quota du rapport CS de 2023, la valeur du quota total pourrait être établie à 97 tonnes dont 38,8 tonnes allouées à la consommation. Cette proposition de quota est principalement liée à la hausse significative de l'indice de recrutement estimé par le CS pour 2022-2023, tenant compte partiellement des observations professionnelles, par rapport à celui de 2020-2021.

L'exemplarité des pêcheurs professionnels français

La profession civelière n'a eu de cesse de démontrer de sa bonne volonté depuis la mise en place du PGA en 2010. Les effectifs de pêcheurs ont été réduits de moitié⁸ depuis la mise en place du PGA, et l'encadrement réglementaire de la pêche d'anguille (tant au niveau marin que fluvial) est l'un des plus stricts qui soit au niveau national. Les régimes d'autorisation de pêche ont depuis 2009 été renforcés à l'initiative de la profession. Les contingents, les critères et procédures d'attribution ainsi que le champ d'application des régimes ont fait l'objet de multiples restrictions au niveau national, renforcées parfois à celui des bassins ou des régions (gel des attributions, règle d'une entrée pour 2 sorties non aidées, etc.).

Les pêcheurs ont également accepté et contribué à permettre une transparence totale de leurs captures, via la mobilisation d'outils de télédéclaration, tant au niveau maritime que fluvial.

Les pêcheurs professionnels français participent également aux programmes de recherches européens comme « Indicang », aux nombreuses expériences de marquages dans le cadre de programmes nationaux et internationaux et coopèrent avec les organismes de recherche (IFREMER, INRA, MNHN, CNRS/Universités, ...). Cette implication de la profession témoigne de leur détermination à participer à la préservation de nos environnements et aux programmes d'amélioration des connaissances.

Les incertitudes liées aux contraintes supplémentaires appliquées à la flotte

Depuis 2023 et suite au Conseil des Ministres de la fin d'année 2022, les dates de pêche de l'anguille ont été modifiées pour tous les stades biologiques. Pour les civelles, les périodes de pêche ont été réduites de 5 à 4 voire 3 mois d'ouverture selon les UGA, dont un mois où les civelles ne peuvent être commercialisées qu'au titre du quota destiné au marché du repeuplement. Ainsi, pour le marché de la consommation, bien plus rémunérateur pour les professionnels, la réduction de la période de pêche est encore plus importante par rapport aux campagnes antérieures. Cette réglementation supplémentaire cause de nombreuses incertitudes quant au déroulé de la campagne 2023-2024, rendant les entreprises de pêche encore plus sensibles aux aléas climatiques ou mécaniques par exemple. Cette nouvelle réglementation restreint également les possibilités de marchés pour les pêcheurs avec des afflux de civelles plus concentrés au cours de la période de pêche qui pourront affecter le prix de vente des civelles.

Dans ces circonstances, sauf à pouvoir modifier la répartition du quota total par marché de destination, une augmentation du quota total par rapport à la campagne de l'année passée serait souhaitable afin d'augmenter le quota de consommation, pour lequel le marché est le plus porteur pour les entreprises de pêche.

La nécessaire prise en compte des autres facteurs de mortalité

Le PGA et les politiques environnementales nationales fixent l'objectif de rétablissement de la continuité écologique, notamment en supprimant ou aménageant des principaux obstacles. Or, en 2016, un rapport d'information de l'Assemblée Nationale sur les Continuités Ecologiques énonçait et informait de manière très claire et détaillée aux députés et au gouvernement que

⁸ Sur la période 2006-2023, le nombre total de droits de pêche professionnelle de la civelle attribués aux pêcheurs maritimes et fluviaux a été réduit de 59,3 %.

la France en matière de continuité écologique latérale et longitudinale « *ne s'est pas donnée les moyens de ses ambitions* ». En conséquence, les objectifs affichés pour 2020 sont loin d'être atteints. La continuité écologique est pourtant un élément essentiel pour l'atteinte du bon état écologique fixé par la Directive Européenne Cadre sur l'Eau (2000/60/CE). Au 3 janvier 2019, 99 003 obstacles à l'écoulement ont été recensés en France métropolitaine. Sur les 430 000 km de cours d'eau parcourant notre pays, on dénombre en moyenne un obstacle tous les 6 km⁹. Le CSE partage les constats des organismes internationaux (WWF, World Fish Migration Day) : la continuité écologique est l'un des principaux facteurs pour la bonne restauration des populations de poissons migrateurs. Le rapport de la World Fish Migration Day, qui conclut à un déclin de 76 % des populations de poissons migrateurs à travers le monde, affirme ainsi qu'en Europe la dégradation et l'altération des habitats représente près de 60 % des menaces pesant sur les populations de poissons migrateurs¹⁰.

La pollution, l'eutrophisation du milieu, les conditions climatiques comme les assèchements et la prédation (silures, cormorans, cigognes, congres...) impactent aussi le recrutement. La pêche française ne saurait être rendue responsable de tous les impacts et perturbations recensées sur cette espèce et ses milieux de vie.

A ce titre, les professionnels rappellent qu'ils ont largement contribué par leurs efforts, à l'atteinte des objectifs du PGA. Le CSE estime que, tant que les autres facteurs de mortalité n'auront pas été significativement réduits, la pêche professionnelle française ne saurait être la seule variable d'ajustement. Le CSE souhaite que des efforts conséquents soient entrepris pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, qui est un objectif non seulement du règlement Anguille mais également de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).

Contribution au suivi du stock d'anguille

Les pêcheurs professionnels sont présents sur les milieux estuariens, côtiers et fluviaux toute l'année et par tous les temps et assurent ainsi une veille du milieu, complémentaire aux études scientifiques. Pour rappel, les pêcheurs professionnels français ont été les premiers à donner l'alerte du déclin des stocks d'anguilles, et ce dès le début des années 1980, lorsque l'anguille était encore considérée comme un nuisible. Sans pêcheur sur l'eau, les décideurs seront privés d'une source d'information cruciale pour la compréhension des dynamiques de l'espèce.

Les pêcheurs français sont également activement engagés dans le repeuplement en civelles et en anguilles argentées. Ils contribuent au financement des opérations de repeuplement en France. Le maintien du repeuplement est étroitement lié à la pérennité des entreprises de pêche professionnelle estuariennes et fluviales. Sans pêcheur, les opérations de repeuplement n'existeraient plus et la survie de l'anguille serait circonscrite aux seules zones qui lui sont naturellement accessibles.

4.2. Propositions de quota national 2023-2024

Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus et des contraintes conjoncturelles actuelles (hausse des prix du carburant), la fixation d'un niveau de quota 2023-2024 qui n'apporte pas de contrainte supplémentaire sur la profession est essentielle.

⁹ Source : <https://naturefrance.fr/indicateurs/fragmentation-des-cours-deau>

¹⁰ Deinet, S., Scott-Gatty, K., Rotton, H., Twardek, W. M., Marconi, V., McRae, L., Baumgartner, L. J., Brink, K., Claussen, J. E., Cooke, S. J., Darwall, W., Eriksson, B. K., Garcia de Leaniz, C., Hogan, Z., Royte, J., Silva, L. G. M., Thieme, M. L., Tickner, D., Waldman, J., Wanningsen, H., Weyl, O. L. F., Berkhuysen, A. (2020) The Living Planet Index (LPI) for migratory freshwater fish - Technical Report. World Fish Migration Foundation, The Netherlands.

Le CSE **s'est accordé à l'unanimité** sur le retour au niveau de quota total (QT) de la campagne 2021-2022 pour la campagne 2023-2024 permettant ainsi de :

- Offrir visibilité et stabilité aux entreprises de pêche fluviales et maritimes ;
- Garantir un niveau suffisant de captures à destination des marchés de consommation, les plus porteurs pour assurer la santé financière des entreprises ;
- S'assurer de la continuité des opérations de repeuplement ;
- Maintenir les pêcheurs en activité, et ainsi la collecte de données indispensable au suivi de l'espèce ;
- Garantir les équilibres de sous-quotas entre et au sein des UGA ;
- Préserver l'espèce en demandant un quota raisonnable par rapport aux propositions issues de l'avis du CS.

Pour rappel, l'article 7 du Règlement n°1100/2007, la part du quota national (QT) réservée à des fins de repeuplement en Europe doit atteindre le niveau de 60 % depuis 2013. **Le quota de civelles à destination du repeuplement (QR) est en conséquence maintenu à 60 % de QT 2023-2024.**

Le CSE propose donc ces niveaux de quota pour la campagne 2023-2024 :

- Un quota de captures à destination de la consommation (QC) à **26 tonnes**.
- Un quota de captures à destination des marchés de repeuplement (QR) de **39 tonnes**.
- Soit un quota total (QT) de **65 tonnes**.

Le CSE considère qu'une reconduction pour la campagne 2023-2024 du niveau de quota total 2022-2023 (58,75 tonnes) serait un mauvais signal adressé à la profession, au regard de l'ensemble des éléments précités, notamment des restrictions nouvelles appliquées sur les périodes de pêche, mais également des contraintes existantes ou attendues en 2024 sur les possibilités de pêche des autres ressources halieutiques dont dépendent les entreprises fluviales et maritimes (tout particulièrement dans le golfe de Gascogne : sole commune, bar européen, lieu jaune, merlan, etc.).

Le CSE propose également de conserver les modalités de gestion existantes :

- Maintien de la clé de répartition par catégorie socioprofessionnelle marins/fluviaux établie en 2009, soit 87 % du quota attribués aux marins pêcheurs et 13 % aux pêcheurs fluviaux.
- Maintien des clés de répartition par UGA, et, le cas échéant, par sous bassin et par flottilles telles qu'elles existaient en 2021-2022.
- Possibilité de transfert de quota entre UGA de façon à optimiser leur consommation.

5 Annexe

Liste des participants à la réunion du CSE du 30 août 2022

- Représentants des organisations nationales de pêche professionnelle :

- Président CMEA : Philippe MICHEAU ;
- Président CONAPPED : Didier MACE ;
- CNPME: Valentin LONNI, Nicolas MICHELET.

- Représentants des organisations régionales de pêche maritime (gras : représentants désignés) :

- UGA ARP : Morgane RICARD (CRPMEM Hauts de France), **Pierre-Bernard VALLE** (CRPMEM Hauts de France) ;
- UGA SEN : Romain MEROUR (CRPMEM Normandie), **Martial VAUTIER** (CRPMEM Normandie) ;
- UGA BRE : **Serge LE FRANC** (CRPMEM Bretagne), Guillaume LE PRIELLEC (CRPMEM Bretagne) ;
- UGA LCV : **Alexis PENGRECH** (CRPMEM Pays de la Loire) ;
- UGA GDC : **Didier ARCHAMBEAU** (CRPMEM Nouvelle-Aquitaine) ;
- UGA ADR : **Jean-Yves ELISSALDE** (CRPMEM Nouvelle-Aquitaine), ;
- OP Estuaires : Laurie DURAND, **Benjamin LABORDE**.

- Représentants des organisations (inter-)départementales de pêche en eau douce :

- UGA ADR : **Alain CAZAUX** (AAIPPED Adour et cours d'eau côtiers).

- Représentants des entreprises de mareyage :

- Jérôme GURRUCHAGA (Société GURRUCHAGA Marée) ;
- Betti GURRUCHAGA (Société GURRUCHAGA Marée) ;
- Lorena VIGNAU (Société GURRUCHAGA Marée) ;
- Benoit CHAMBON (Civelle Durable).

- Autres participants :

- MIMER - DGAMPA : Stéphane GATTO, Louise VERON, Amandine COLLARD, Marie IOTTI, Arnaud NGADJA-SANTHE ;
- DGALN - DEB: Sébastien ABRIC ;
- ARA France: Antony VIERA ;
- FNSM - CGT : Serge LARZABAL.

- Excusés :

- Clément SORIN (CRPMEM Pays de la Loire) ;
- Marie BOJ (CRPMEM Nouvelle Aquitaine) ;
- Philippe BOISNEAU (AAPPED Loire Bretagne) ;
- Philippe VIGNAC (AAPPED Gironde).